

Convention collective nationale

IDCC : 7517. – **EXPLOITATIONS AGRICOLES**
(2 avril 1952)

(Etendue par arrêté du 13 octobre 1953,
Journal officiel du 28 octobre 1953)

AVENANT N° 39 DU 21 OCTOBRE 2008

NOR : *AGRS0997040M*

IDCC : 7517

Entre :

La fédération nationale de la propriété privée rurale ;

La fédération nationale du bois ;

Les entrepreneurs des territoires ;

L'union nationale des entrepreneurs du paysage,

D'une part, et

Le syndicat national des cadres d'entreprises agricoles (SNCEA) CFE-
CGC ;

La fédération de l'agriculture CFTC ;

La fédération générale des travailleurs de l'agriculture, de l'alimentation et
des secteurs connexes (FGTA) FO ;

La fédération générale agroalimentaire (FGA) CFDT ;

La fédération nationale agroalimentaire et forestière (FNAF) CGT,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Les 6^e, 7^e et 8^e alinéas de l'article 15 de la convention collective nationale
de prévoyance des ingénieurs et cadres sont modifiés comme suit :

« Tous les conflits collectifs résultant de l'application de la présente
convention sont immédiatement et obligatoirement soumis à la procédure de
conciliation, et ce selon les conditions et modalités fixées aux
articles L. 2522-1 et L. 2522-7 du code du travail et L. 718-8 du code rural.

Si la tentative de conciliation demeure infructueuse, le conflit sera, en
application des dispositions de l'article L. 2524-1 du code du travail, arbitré
par un tribunal d'arbitrage désigné par la commission paritaire.

Pour l'exécution des accords de conciliation et des sentences arbitrales, il est fait application des dispositions de l'article L. 2524-5 du code du travail. »

Article 2

L'annexe II de la convention collective nationale de prévoyance des ingénieurs et cadres d'entreprises agricoles du 2 avril 1952 est modifiée comme suit :

L'article 8 est ainsi rédigé :

« Ce capital est égal à 110 % du salaire brut annuel, mais limité à 4 fois le plafond annuel des assurances sociales agricoles. Il est attribué par priorité :

- au conjoint, au cocontractant d'un Pacs ou au concubin ;
- à défaut, aux descendants ;
- à défaut, au(x) bénéficiaire(s) désigné(s) ;
- à défaut à la succession.

A ce pourcentage s'ajoute 50 % par enfant à charge, au jour du décès, et ce sans limitation de plafond. Ces majorations sont versées à leur représentant légal. »

L'article 9 est remplacé par le texte suivant :

« Les ayants droit visés à l'article précédent sont définis comme suit :

Conjoint :

Par conjoint, il faut entendre la personne mariée avec le membre participant et non séparée de droit ou de fait.

Cocontractant d'un Pacs, concubin :

Par cocontractant d'un Pacs, il faut entendre, la personne ayant conclu un pacte civil de solidarité (Pacs) avec le membre participant.

Par concubin, il faut entendre la personne vivant en concubinage, selon les dispositions de l'article 515-8 du code civil, avec le membre participant depuis au moins 2 ans, sous réserve que le membre participant soit libre au regard de l'état civil de tout lien de mariage ou de Pacs. Toutefois, la condition de durée est considérée comme remplie lorsqu'au moins un enfant est né de l'union ou adopté.

Majorations enfants :

Par enfant, il faut entendre :

- les enfants du membre participant (légitimes, adoptés ou reconnus, nés ou à naître) ;
- les enfants recueillis par le membre participant et pour lequel la qualité de tuteur lui est reconnue ;
- les enfants dont la qualité d'ayant droit du membre participant aura été reconnue par le régime de base de la sécurité sociale ;
- les enfants pris en compte pour la détermination du quotient familial ou pour lesquels le membre participant est tenu de verser une pension alimentaire déductible de son revenu global.

Sont considérés comme “à charge” :

- les enfants jusqu’à la fin de l’obligation scolaire ;
- les enfants âgés de moins de 20 ans sous réserve que leur rémunération n’excède pas 55 % du SMIC ;
- les enfants de moins de 26 ans qui poursuivent leurs études et sont inscrits au régime de la sécurité sociale des étudiants ;
- les enfants lorsque, quel que soit leur âge, ils sont invalides au sens de la législation sociale si l’état d’invalidité a été constaté avant leur 26^e anniversaire. »

L’article 10 est modifié comme suit :

« L’invalidité absolue et définitive, au sens des assurances sociales agricoles, est assimilée au décès et ouvre droit 1 an après la constatation médicale fournie à la CPCEA, pour autant que cet état persiste, au paiement par anticipation, entre les mains de l’invalidé ou de son représentant légal, du capital décès prévu à l’article 8 de la présente annexe. »

L’alinéa 1^{er} de l’article 12 est modifié comme suit :

« En cas de décès du membre participant, en activité ou en situation d’exonération de cotisations, il est versé sur la base du nombre de points de retraite complémentaire ARRCO-AGIRC acquis respectivement au taux de 8 % sur la tranche A et de 16,24 % sur les tranches B et C, ainsi que sur la base du nombre de points acquis au titre du régime de retraite supplémentaire visé à l’annexe I au taux de 2 % sur tranche A : »

Les paragraphes 1 et 2 de l’article 14 sont modifiés comme suit :

« 1. Rentes de conjoint

a) Rente temporaire

La rente temporaire est versée si le bénéficiaire ne peut au décès du participant prétendre immédiatement et à taux plein à la pension de réversion du ou des régimes de retraite complémentaire ARRCO-AGIRC et supplémentaire de la présente convention.

Elle est égale à 60 % du nombre de points des régimes de retraite précités réellement acquis par le membre participant à la date de son décès.

Elle est versée jusqu’à l’âge normal prévu pour le paiement de la pension de réversion à taux plein, étant précisé que la situation du concubin ou du cocontractant d’un Pacs est assimilée pour le service de cette rente à celle d’un conjoint survivant.

b) Rente viagère

La rente viagère est égale à 60 % du nombre de points des régimes de retraite précités acquis par le participant au titre de la dernière année civile cotisée précédant son décès, multiplié par le nombre d’années séparant la date du décès du participant de celle à laquelle il aurait atteint l’âge de 65 ans.

Toutefois, si la date de décès du participant est postérieure à son 60^e anniversaire, la rente viagère est égale à 60 % du nombre de points des régimes de retraite précités acquis par le participant au titre de la dernière année civile cotisée précédant son décès, multiplié forfaitairement par 5.

Chacune de ces deux rentes est majorée de 10 % par enfant à charge tel que défini à l'article précédent.

2. Rente d'orphelin

Il est attribué une rente aux enfants orphelins de père et de mère.

Elle est égale à 50 % du nombre de points des régimes de retraite précités acquis par le participant au titre de la dernière année civile cotisée précédant son décès, multiplié par le nombre d'années séparant la date du décès du participant de celle à laquelle il aurait atteint l'âge de 65 ans.

Toutefois, si la date de décès du participant est postérieure à son 60^e anniversaire, la rente viagère est égale à 50 % du nombre de points des régimes de retraite précités acquis par le participant au titre de la dernière année civile cotisée précédant son décès, multiplié forfaitairement par 5.

Elle est versée tant que l'orphelin répond à la définition visée à l'article précédent. »

Il est supprimé à l'article 28, relatif aux exclusions de la garantie assurance maladie, les 4 exclusions suivantes :

- « – de la guerre ;
- des suites dues à la participation à un crime, délit intentionnel, ou rixe sauf légitime défense ;
- de maladies ou d'accidents qui sont le fait volontaire du participant, autre que le suicide ;
- des suites dues à la participation à une émeute ou à un acte de terrorisme ».

Article 3

Ces modifications prennent effet au 1^{er} avril 2009.

Article 4

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant.

Fait à Paris, le 21 octobre 2008.

(Suivent les signatures.)